

# Un projet de cantines scolaires gratuites

La Ville de Charleroi veut être pionnière en matière d'égalité des chances entre les petits écoliers

**P**lusieurs cantines scolaires gratuites en maternelle à Charleroi dans les mois à venir ? Ce n'est qu'à l'état de projet embryonnaire pour l'instant, mais la volonté politique est affirmée, tant du côté du bourgmestre Paul Magnette que de l'échevine en charge de cette matière, Julie Patte.

Pour bien comprendre le projet actuel, il faut le prendre dans sa globalité. « Pour moi, Charleroi peut vraiment s'ériger en laboratoire de la cohésion sociale », explique le bourgmestre Paul Magnette (PS). « L'éducation est la condition numéro 1 de l'épanouissement. Si on veut que Charleroi change, il faut que tous les enfants aient les meilleures chances possibles de faire des études, de s'en sortir. Avec le District Créatif (ndlr : création d'un campus étudiant ville haute), nous aurons de vraies offres d'enseignements à tout niveau. En amont, nous voulons déjà travailler sur les maternelles. Nous avons un projet de cantines gratuites dans les maternelles. On ne saura pas le faire partout de suite, mais nous voulons au moins lancer cette idée petit à petit. Et ce, pour devenir « la » ville avec une vraie gratuité scolaire. »

Qu'est-ce donc que ce projet de repas offerts pour les classes de maternelle ? En fait, la ministre de l'Égalité des Chances Isabelle Simonis (PS) envisage un projet-pilote en ce sens,

grâce à une enveloppe de 2 millions d'euros. L'idée étant que chaque enfant puisse bénéficier de repas de qualité. À ce stade-ci, il est encore trop tôt pour s'avancer beaucoup plus sur les différentes modalités pratiques, car le modèle définitif du projet n'a pas encore été établi.

Mais Charleroi, sans vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué bien évidemment et en respectant le pouvoir décisionnaire de la ministre, se trouve dans les starting-blocks pour pouvoir bénéficier de cette expérience.

## « L'EXEMPLE DES GARDERIES »

« On entend notamment dire que les établissements à discrimination positive pourraient en profiter, ce qui est le cas de 90 % de nos écoles », explique Julie Patte, l'échevine en charge de cette compétence. « Nous sommes donc très motivés dans cette optique. En plus, d'après les premiers bruits, aucun frais ne pourrait être demandé aux parents en dehors du repas, pas même pour la surveillance et autres. Ce qui ne nous pose aucun problème, vu que les garderies sont gratuites chez nous depuis de longs mois maintenant. »

« Cette décision pour les garderies représentait une autre mesure politique forte », reprend

Paul Magnette. « Avec l'ambition de devenir « la » ville de la gratuité scolaire. »

La mesure avait, il est vrai, rencontré un vrai succès. En deux ans, 160 nouvelles gardiennes ont même dû être engagées pour faire face aux demandes. Et la Ville a étendu le système aux établissements du réseau libres et aux Athénées.

Si Charleroi est retenu pour le projet de la ministre Simonis, rien n'interdit d'ailleurs de penser que la Ville puisse tenter un effort similaire pour mettre tout le monde sur un pied d'égalité. D'autant que Julie Patte a une autre idée derrière la tête. « Nous réfléchissons pour l'exercice 2018/2024 à internaliser la réalisation des repas. Bien sûr, ce serait le projet

d'une mandature, inutile de mettre la charrue avant les bœufs. Mais on pourrait tout à fait imaginer une immense cuisine collective pour les écoles, le CPAS et pourquoi pas une institution ou l'autre. Actuellement, nous passons par un prestataire externe pour cela. Mais nous disposerions alors d'un contrôle encore accru, notamment sur la qualité, et ça permettrait en prime de créer de l'emploi. »

## PAS DU JOUR AU LENDEMAIN

De là à voir tout cela se réaliser, il y a bien évidemment une marge et aucun intervenant ne veut donner l'impression que ça se fera sur un claquement de doigts. Mais la volonté politique existe, elle est claire. ●

LOÏC DÉVIÈRE